CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

LA CONTRIBUTION DU MULTICULTURALISME AUX ACTIVITÉS INTERNATIONALES DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENTS DU CANADA

Rapport du Comité permanent du commerce international

L'honorable Mark Eyking, le président

MAI 2018
42e LÉGISLATURE, 1re SESSION

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante : www.noscommunes.ca

ECOLOGO

LA CONTRIBUTION DU MULTICULTURALISME AUX ACTIVITÉS INTERNATIONALES DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENTS DU CANADA

Rapport du Comité permanent du commerce international

Le président
L'hon. Mark Eyking

MAI 2018

42e LÉGISLATURE, 1re SESSION

AVIS AU LECTEUR

Rapports de comités présentés à la Chambre des communes

C'est en déposant un rapport à la Chambre des communes qu'un comité rend publiques ses conclusions et recommandations sur un sujet particulier. Les rapports de fond portant sur une question particulière contiennent un sommaire des témoignages entendus, les recommandations formulées par le comité et les motifs à l'appui de ces recommandations.

COMITÉ PERMANENT DU COMMERCE INTERNATIONAL

PRÉSIDENT

L'hon. Mark Eyking

VICE-PRÉSIDENTS

Dean Allison

Tracey Ramsey

MEMBRES

Colin Carrie

Sukh Dhaliwal

Peter Fonseca

Pam Goldsmith-Jones*

Randy Hoback

Linda Lapointe

L'hon. Andrew Leslie*

Karen Ludwig

Kyle Peterson

AUTRES DÉPUTÉS QUI ONT PARTICIPÉ

Don Davies

Earl Dreeshen

Sherry Romanado

L'hon. Peter Van Loan

---

* Membre sans droit de vote, conformément à l'article 104(5) du Règlement.

GREFFIÈRE DU COMITÉ

Christine Lafrance

BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT

Service d'information et de recherche parlementaires

Bashar Abu Taleb, analyste

Simon Richards, analyste

Pascal Tremblay, analyste

LE COMITÉ PERMANENT DU COMMERCE INTERNATIONAL

a l'honneur de présenter son

DIXIÈME RAPPORT

Conformément au mandat que lui confère l'article 108(2) du Règlement, le Comité a étudié le multiculturalisme et le commerce international et a convenu de faire rapport de ce qui suit :

TABLE DES MATIÈRES

LA CONTRIBUTION DU MULTICULTURALISME AUX ACTIVITÉS INTERNATIONALES DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENTS DU CANADA 1

INTRODUCTION 1

ACTIVITÉS DE PROMOTION DU COMMERCE ET DE L'INVESTISSEMENT 2

A. Services et projets sélectionnés 2

B. Activités de réseautage et de promotion du commerce 3

C. Coopération ou interactions avec les gouvernements 4

POSSIBILITÉS D'ACCROÎTRE LE COMMERCE ET L'INVESTISSEMENT ENTRE LE CANADA ET CERTAINS PAYS ET RÉGIONS DU MONDE 5

A. Secteurs ciblés 6

B. Accords actuels et à venir 7

C. Délégations et missions commerciales 8

SOUTIEN FÉDÉRAL AU COMMERCE ET À L'INVESTISSEMENT INTERNATIONAUX 9

A. Programmes et services existants et proposés 9

B. Connaissances des accords, règles et règlements commerciaux 10

L'EMBAUCHE D'IMMIGRANTS 12

A. Capacité des entreprises à embaucher des travailleurs immigrants qualifiés 12

B. Capacité des immigrants à trouver un emploi convenable 12

CONCLUSION 14

Annexe A : Liste des témoins 17

Procès-verbaux 19

Opinion complémentaire du Nouveau Parti démocratique du Canada 21

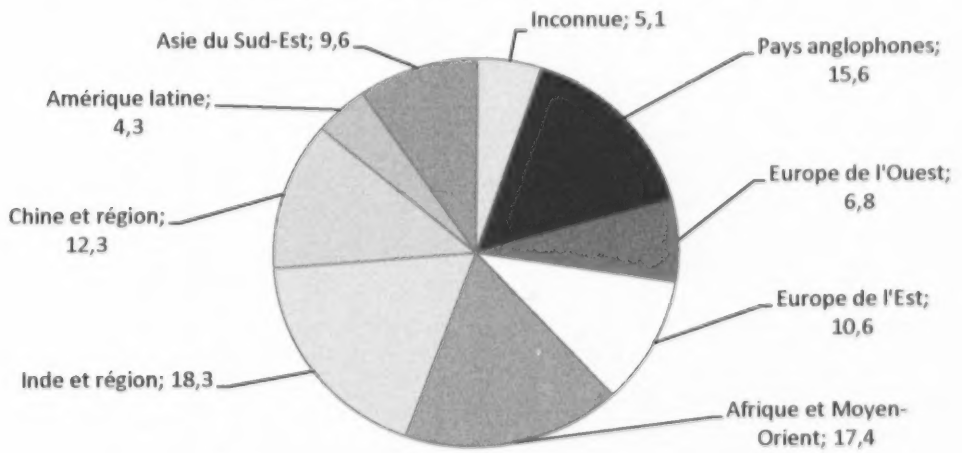
CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

LA CONTRIBUTION DU MULTICULTURALISME AUX ACTIVITÉS INTERNATIONALES DE COMMERCE ET D'INVESTISSEMENTS DU CANADA

INTRODUCTION

Selon les résultats du dernier recensement du Canada, en 2016, plus d'un Canadien sur cinq était né à l'étranger et près de deux enfants canadiens sur cinq étaient issus de l'immigration, que ce soit directement ou indirectement par au moins un parent né à l'étranger. Le Canada est doté d'une société multiculturelle, qui devrait présenter une diversité ethnoculturelle encore plus grande dans l'avenir. Cette tendance est un atout à différents égards, notamment sur le plan économique. Les immigrants qui arrivent au Canada ont la fibre entrepreneuriale et, parmi eux, on dénombre des propriétaires d'entreprises. Un certain nombre de ces entreprises exportent et importent, et contribuent ainsi aux relations du Canada en matière de commerce et d'investissement avec différents pays du monde.

Propriétaires d'entreprises privées constituées en société qui sont des immigrants, par région d'origine, 2010 (en %)



Remarques : Les chiffres ont été arrondis. Les pays anglophones sont : les États-Unis; le Royaume-Uni, l'Irlande, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Afrique du Sud. Statistique Canada n'a pas comparu comme témoin dans le cadre de l'étude.

Source : Tableau préparé à partir de données tirées de Statistique Canada, *Tableau 3 - Répartition des propriétaires d'entreprises privées constituées en société qui sont des immigrants, selon le pays d'origine au moment de l'arrivée, 2010*, 21 mars 2016.

Le 11 mai 2017, le Comité permanent du commerce international de la Chambre des communes a adopté une motion conformément à laquelle il a entrepris une étude sur le multiculturalisme et le commerce afin d'examiner spécifiquement l'impact des communautés de la diaspora sur le commerce et la croissance économique au Canada, les façons dont les membres de ces communautés commercent avec leurs pays d'origine et les moyens dont le gouvernement fédéral peut soutenir ce type de commerce. Lors des trois réunions qui ont eu lieu entre le 30 octobre 2017 et le 8 novembre 2017, le Comité a entendu 17 témoins, dont des représentants de chambres de commerce binationales, d'associations d'entreprises et de professionnels et de sociétés privées.

Le présent rapport résume les commentaires formulés par ces témoins dans quatre domaines : leurs activités de promotion du commerce et de l'investissement; les possibilités d'accroître le commerce et l'investissement entre le Canada et certains pays et régions du monde; le soutien du gouvernement fédéral au commerce et à l'investissement internationaux; et l'embauche des immigrants. Le rapport se termine sur les réflexions du Comité.

ACTIVITÉS DE PROMOTION DU COMMERCE ET DE L'INVESTISSEMENT

> **Selon une étude de McKinsey & Company, les entreprises dont l'équipe de direction présente une grande diversité ethnique – non seulement en représentation absolue, mais aussi en nombre et en variété d'ethnies – sont 33 % plus susceptibles d'afficher une rentabilité supérieure à celle de leurs pairs.**
>
> Remarque : L'organisation McKinsey & Company n'a pas comparu comme témoin dans le cadre de l'étude.

Les représentants de chambres de commerce binationales et d'associations d'entreprises et de professionnels ont parlé des façons dont ils favorisent le commerce et l'investissement internationaux. Ils ont surtout parlé de certains services qu'ils offrent et des projets qu'ils soutiennent, des activités de réseautage et de promotion du commerce qu'ils organisent, ainsi que de leur coopération et de leurs interactions avec le gouvernement du Canada et les gouvernements d'autres pays.

A. Services et projets sélectionnés

Certains témoins ont fait état des services de conseil et d'administration que leur organisation offre aux entreprises ainsi que de leurs projets éducatifs. Par exemple,

la Chambre canadienne allemande de l'industrie et du commerce inc. a souligné les services qu'elle fournit principalement à des sociétés allemandes qui souhaitent faire des affaires ou exporter des produits au Canada. Selon la Chambre canadienne allemande de l'industrie et du commerce inc., ces services touchent la constitution en société, la recherche de partenaires commerciaux, l'étude de marché, le soutien administratif, les besoins en matière de ressources humaines et financières, la réglementation applicable aux importations, les droits de douane et les exigences relatives à la certification de produits.

Italian Chamber of Commerce of Ontario a dit effectuer des études de marché et organiser des délégations commerciales et a affirmé organiser des réunions avec des institutions financières ou des cabinets d'avocats pour aider les entreprises intéressées à accéder aux services et à l'aide dont elles ont besoin. Toutefois, elle n'offre pas d'aider ces entreprises à remplir toute la documentation nécessaire pour entreprendre des activités au Canada.

B. Activités de réseautage et de promotion du commerce

Un certain nombre de témoins ont présenté les activités de réseautage et de promotion du commerce qu'ils organisent. Par exemple, la Polish Canadian Business and Professional Association of Windsor a indiqué qu'elle organise à Windsor des dîners annuels de chefs d'entreprises et de jeunes entrepreneurs et professionnels auxquels elle invite des conférenciers « de marque ». Ces dîners permettent de promouvoir les entreprises de Windsor, en particulier celles appartenant à des Canadiens d'origine polonaise. Polish Canadian Business and Professional Association of Windsor a notamment accueilli un délégué commercial de l'ambassade de Pologne qui a fait des exposés sur les « pratiques commerciales exemplaires pour faire affaire avec la Pologne » et les mesures à prendre pour se lancer en affaires.

Polish Canadian Business and Professional Association of Windsor a aussi affirmé avoir « organisé cinq semaines polonaises » à Windsor pour favoriser les échanges commerciaux entre le Canada et la Pologne à « l'échelon local » et a dit que, pour chacune des semaines, elle a tenu plus d'« une vingtaine d'événements conçus pour célébrer [le] patrimoine [polonais] avec des plats typiques, des spectacles de danse traditionnelle et des activités pédagogiques de concert avec l'Université et la Ville de Windsor ».

Pour aider les sociétés du Canada et de l'Inde à tisser des liens d'affaires, la Chambre de commerce Indo-Canada a souligné qu'elle organise des visites annuelles en Inde pour une délégation commerciale formée de représentants de 50 à 120 entreprises, ainsi que de ministres du cabinet fédéral.

La Fédération nationale des associations commerciales et professionnelles italo-canadiennes a indiqué organiser des repas d'affaires périodiques avec des représentants du gouvernement et du monde des affaires et tenir des événements principalement consacrés aux occasions d'affaires pour les femmes.

Sur la question de l'appui aux jeunes, la Canada-Ukraine Chamber of Commerce a souligné l'existence de sa section jeunesse et le fait qu'elle invite les jeunes à ses activités de réseautage. De plus, des membres de la Canada-Ukraine Chamber of Commerce parrainent des jeunes en les engageant « pour leur apprendre des éléments de gestion d'entreprise ». De façon similaire, la Federation of Portuguese Canadian Business & Professionals a dit organiser des activités de réseautage et d'autres activités à l'intention des jeunes, y compris des étudiants, et a présenté son programme de bourses pour les étudiants des écoles secondaires, des collèges et des programmes universitaires de premier cycle et d'études supérieures. Ce programme devait mener à la remise de 40 bourses, en mars 2018, au gala annuel de la fédération.

Différents témoins ont parlé de leurs partenariats avec des associations aux visées communes. Par exemple, la Italian Chamber of Commerce of Ontario a indiqué avoir travaillé avec des groupes comme la Chambre de commerce de l'Union européenne, la Fédération des entreprises et professionnels canado-portugais, la Chambre de commerce Indo-Canada et l'Association commerciale chinoise de Toronto en vue d'organiser des conférences et des délégations commerciales en Europe, notamment en Italie, et en Chine. Italian Chamber of Commerce of Ontario a aussi fait valoir qu'elle entretient de solides liens avec des entreprises et des associations culturelles italo-canadiennes et qu'elle organise avec elles des activités de réseautage et des collectes de fonds.

Le groupe Red Dot Digital a dit exceller « à créer des partenariats » et a souligné le fait qu'il collabore avec des chambres de commerce, comme les chambres de commerce indienne et chinoise, à des projets et à des événements.

C. Coopération ou interactions avec les gouvernements

Différents témoins se sont exprimés sur leur coopération ou leurs interactions avec le gouvernement du Canada et les gouvernements d'autres pays en matière d'investissement et de commerce bilatéral. Par exemple, la Canada-Ukraine Chamber of Commerce a parlé de son projet visant à promouvoir les investissements et les échanges commerciaux entre le Canada et l'Ukraine. Le projet est le fruit d'efforts conjoints du Conference Board du Canada et de la Canada-Ukraine Chamber of Commerce, pour qui le projet se veut un « moyen indispensable d'assurer le succès de l'accord de libre-échange [Canada-Ukraine] » et faisant la promotion des « valeurs canadiennes », notamment à l'égard de l'environnement et de l'égalité des sexes.

Sur la question des conseils qu'elle fournit aux décideurs, la Canada-Ukraine Chamber of Commerce a indiqué qu'elle a exhorté le gouvernement de l'Ukraine à améliorer son régime de réglementation pour encourager l'investissement étranger, notamment en accordant plus rapidement la prolongation de permis d'exploitation gazière et pétrolière. Canada-Ukraine Chamber of Commerce a également affirmé que, durant les négociations de l'*Accord de libre-échange Canada-Ukraine*, elle a conseillé au gouvernement de l'Ukraine de ne pas concentrer ses efforts sur l'accès aux marchés des produits agricoles soumis à la gestion de l'offre au Canada, mais de plutôt chercher à faire avancer d'autres priorités.

La Chambre de commerce Indo-Canada a indiqué qu'elle était en contact avec le gouvernement de l'Inde pour appuyer l'accord de partenariat économique global Canada-Inde ainsi que l'accord de promotion et protection des investissements étrangers Canada-Inde.

Polish Canadian Business and Professional Association of Windsor a affirmé avoir « dirigé la conclusion de l'accord de partenariat entre les villes jumelées de Windsor et Lublin » en 2000, ce qui a abouti à un protocole d'entente entre l'Université de Windsor et plusieurs universités de Lublin pour promouvoir les programmes d'échange à l'intention des étudiants et des chercheurs. Polish Canadian Business and Professional Association of Windsor a ajouté que, depuis, des délégations de chercheurs, d'étudiants, de politiciens et de professionnels de Windsor ont visité Lublin, et vice versa.

POSSIBILITÉS D'ACCROÎTRE LE COMMERCE ET L'INVESTISSEMENT ENTRE LE CANADA ET CERTAINS PAYS ET RÉGIONS DU MONDE

> **Selon un rapport du Conference Board du Canada de 2014, 12 % des entreprises canadiennes appartenant à de nouveaux immigrants exportent vers des marchés autres que celui des États-Unis, contre 7 % des entreprises n'appartenant pas à des immigrants. Le rapport montre également que ces entreprises font partie des petites et moyennes entreprises dont la croissance est la plus rapide.**
>
> Remarque : Le Conference Board du Canada n'a pas comparu comme témoin dans le cadre de l'étude.

Devant le Comité, des témoins ont discuté des possibilités, pour le Canada, d'accroître la valeur de son commerce et de ses investissements bilatéraux avec un certain nombre de pays et régions du monde, en mettant l'accent sur des secteurs ciblés, des accords actuels

et à venir en matière de commerce et d'investissement, ainsi que des délégations et des missions commerciales.

A. Secteurs ciblés

Des témoins ont cerné des possibilités qui pourraient permettre à certains secteurs de l'économie canadienne d'accroître leurs exportations de biens et de services vers des pays comme l'Inde, le Portugal, et l'Ukraine, ainsi que vers l'Europe de façon plus générale.

La Chambre de commerce Indo-Canada a indiqué que les entreprises canadiennes devraient tenter de percer les marchés de la défense, de l'infrastructure et de l'éducation en Inde. La Chambre de commerce Indo-Canada a précisé que de 15 à 17 % du budget du gouvernement de l'Inde est consacré à la défense du pays. Certaines entreprises de Brampton, en Ontario, exportent dans ce secteur, mais le volume des échanges commerciaux est très limité. La Chambre de commerce Indo-Canada a aussi affirmé que les entreprises canadiennes pourraient contribuer au développement de l'infrastructure dans les 100 « villes intelligentes » que l'Inde est en train de construire.

La Chambre de commerce Indo-Canada a aussi mentionné les possibilités d'accès au marché indien pour les petites entreprises canadiennes. Décrivant les petites et moyennes entreprises (PME) comme « la clé de voûte de l'économie » en Inde, la Chambre de commerce Indo-Canada a ajouté que l'établissement de liens entre les petites entreprises canadiennes et indiennes viendrait « vraiment avantager [ces entreprises] » et a précisé que sa priorité était « de consacrer plus d'efforts aux PME pour développer le commerce et encourager les petits fabricants. Il ne faut pas perdre de vue que la fabrication de produits en Inde est très peu coûteuse ».

Pour étayer le potentiel d'accroissement des exportations canadiennes de sirop d'érable, de bois et de bœuf vers le Portugal, la Federation of Portuguese Canadian Business & Professionals a précisé que le sirop d'érable est « très prisé » dans les Açores, que la construction de maisons de bois est devenue « la nouvelle mode » au Portugal, et que le Canada a l'occasion d'accroître ses exportations de bœuf vers le Portugal, maintenant que ce pays n'importe plus du Brésil la majeure partie du bœuf qu'il consomme.

Décrivant l'« énorme potentiel » que peuvent exploiter les entreprises de certains secteurs canadiens pour accroître leurs exportations vers l'Ukraine, la Canada-Ukraine Chamber of Commerce a affirmé que les secteurs de l'ingénierie, des services et de la fabrication du Canada constituent des « chef[s] de file mondia[ux] ». Canada-Ukraine Chamber of Commerce a également fait remarquer que le Canada a le potentiel d'approvisionner les

secteurs de l'agriculture et de l'énergie de l'Ukraine en nouveaux équipements et en nouvelles technologies.

Selon la Chambre canadienne allemande de l'industrie et du commerce inc., il existe des débouchés à l'exportation pour les entreprises canadiennes en Europe dans des secteurs comme les technologies médicales, le vin, la machinerie et l'électronique.

B. Accords actuels et à venir

Des témoins ont indiqué que certains accords actuels ou à venir pourraient permettre au Canada de stimuler ses échanges commerciaux et ses investissements avec certaines régions du monde. Par exemple, au sujet de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG), Cyclone MFG. Inc. a indiqué que la ratification de l'Accord « élargirait vraiment nos relations commerciales » avec l'Europe. Italian Chamber of Commerce of Ontario a fait remarquer que, grâce à ses efforts visant à informer les entreprises au Canada et en Italie sur l'application provisoire de l'AECG, les entreprises italiennes sont désormais plus enclines à considérer le Canada comme une possibilité pour faire des affaires.

Estimant que les entreprises canadiennes comptent sur leurs échanges avec les États-Unis « depuis trop longtemps », la Fédération nationale des associations commerciales et professionnelles italo-canadiennes a mentionné que les entreprises devraient considérer un virage vers l'Europe et a souligné que les « perspectives dans le domaine des projets d'infrastructures sont phénoménales » tant en Europe qu'au Canada, car les dispositions de l'AECG concernant les marchés publics s'étendent « aux provinces, aux villes et aux municipalités et, en Europe, à bien plus que les gouvernements fédéraux. »

De plus, la Fédération nationale des associations commerciales et professionnelles italo-canadiennes a indiqué que l'AECG fournit aux entreprises européennes une belle occasion d'exporter vers le Canada et de rivaliser avec les entreprises du pays, et que la hausse des importations en provenance de l'Europe sera une bonne chose pour l'économie canadienne, puisqu'elle viendra accroître la concurrence et « la valeur des services offerts ».

Dans le même ordre d'idées, la Chambre canadienne allemande de l'industrie et du commerce inc. a décrit l'AECG comme un « jalon » et a dit penser que l'AECG permettra d'accroître au fil du temps le nombre d'entreprises en Europe qui exportent vers le Canada. La Chambre canadienne allemande de l'industrie et du commerce inc. a aussi prédit que les entreprises allemandes ne seront touchées que dans une moindre mesure par les réductions tarifaires de l'AECG, car le Canada a éliminé les droits applicables à certaines

importations en provenance de l'Union européenne en mars 2015, avant que l'application provisoire de l'AECG ne prenne effet en septembre 2017.

Selon la Chambre de commerce Indo-Canada, la conclusion d'un accord de partenariat économique global Canada-Inde permettrait de réduire les droits à l'importation, de faire multiplier les échanges commerciaux bilatéraux et de créer un lien de confiance entre les entreprises et les gouvernements des deux pays. Plus particulièrement, la Chambre de commerce Indo-Canada a parlé du taux de droits à l'importation *ad valorem* « très élevé » imposé en Inde à l'huile de canola canadienne et a estimé que les importations par le pays de ce produit pourraient se multiplier si le Canada et l'Inde concluaient un accord de partenariat économique global. Également, la Chambre de commerce Indo-Canada a indiqué que la conclusion d'un accord sur la protection et la promotion des investissements étrangers Canada-Inde entraînerait une augmentation des investissements canadiens en Inde.

C. Délégations et missions commerciales

Des témoins ont dit qu'il faut favoriser une plus grande participation des entreprises canadiennes au sein des délégations et des missions commerciales, y compris vers l'Europe. Par exemple, la Italian Chamber of Commerce of Ontario a affirmé que la participation des entreprises aux délégations commerciales pourrait leur permettre de « se faire une idée des possibilités qui s'offrent à elles » dans le marché étranger.

Federation of Portuguese Canadian Business & Professionals a dit que, pour entrer sur un nouveau marché étranger, « [n]ous devons acquérir les connaissances de base et comprendre la culture. On ne peut le faire qu'en allant sur place et en formant de vrais partenariats avec les organisations et les sociétés locales ».

Dans le même ordre d'idées, la Fédération nationale des associations commerciales et professionnelles italo-canadiennes a soutenu que les représentants des entreprises canadiennes devraient prendre « l'avion afin d'aller rencontrer des gens d'affaires, de trouver des débouchés pour leurs produits » et faire des affaires. Le groupe Red Dot Digital a affirmé que les petites entreprises n'ont pas toujours l'« occasion ni les moyens de participer à des missions commerciales », suggérant qu'il faudrait leur accorder du financement pour leur permettre d'y participer.

La Chambre canadienne allemande de l'industrie et du commerce inc. a dit que les foires commerciales allemandes sont un bon outil que doivent utiliser les entreprises canadiennes qui souhaitent exporter vers l'Europe et a indiqué que le projet de visite à

Munich d'environ 100 entreprises canadiennes en janvier 2018 constitue « une excellente occasion d'entrer en contact avec des sociétés allemandes ».

SOUTIEN FÉDÉRAL AU COMMERCE ET À L'INVESTISSEMENT INTERNATIONAUX

> **Selon une étude de 2016 de Statistique Canada, en 2010, les « taux de propriété d'entreprises privées et de travailleurs autonomes non constitués en société étaient plus élevés chez les immigrants qu'au sein de la population née au Canada ».**
>
> Remarque : Statistique Canada n'a pas comparu comme témoin dans le cadre de l'étude.

Dans les discussions sur le soutien qu'accorde le gouvernement du Canada au commerce et à l'investissement internationaux, les témoins ont parlé de divers services et programmes existants et proposés, ainsi que de la nécessité pour les gens d'affaires de mieux connaître les accords, les règles et les règlements commerciaux.

A. Programmes et services existants et proposés

Il a été question des programmes et services existants et proposés que le gouvernement et certaines sociétés d'État fédérales offrent pour soutenir le commerce et l'investissement internationaux. Par exemple, selon la Fédération nationale des associations commerciales et professionnelles italo-canadiennes, si « de nombreux services sont offerts par les organismes fédéraux » à l'intention des exportateurs canadiens, ceux-ci n'utilisent pas pleinement le service « Concierge » du gouvernement du Canada ainsi que les services de soutien offerts par Exportation et développement Canada et la Banque de développement du Canada.

Selon la Chambre canadienne allemande de l'industrie et du commerce inc., le gouvernement du Canada « fait déjà beaucoup » pour aider les exportateurs canadiens. En décrivant les occasions d'affaires qui découleront de l'AECG, la Chambre canadienne allemande de l'industrie et du commerce inc. a rappelé que peu d'entreprises canadiennes exportent vers l'Europe et a proposé que le Service des délégués commerciaux d'Affaires mondiales Canada appuie les efforts déployés par les entreprises en ce sens.

Selon la Canada-Ukraine Chamber of Commerce, le site Web d'Exportation et développement Canada indique que le conflit armé qui sévit dans l'est de l'Ukraine fait qu'il est risqué d'y faire des affaires et qu'il faudrait donc qu'Exportation et développement Canada fasse « preuve de plus de coopération ».

Selon la Chambre de commerce Canada-Grande-Bretagne, le gouvernement du Canada semble vouloir davantage aider le secteur manufacturier que les fournisseurs de services, alors que ces derniers emploient eux aussi des gens et paient eux aussi de l'impôt.

En ce qui concerne les programmes et services fédéraux proposés, selon Red Dot Digital, les PME du secteur des services au Canada n'ont pas suffisamment de possibilités d'« entrer sur les marchés qui ont été de façon générale et systématique donnés aux grandes entreprises, les Deloitte de ce monde, etc. ». Selon Red Dot Digital, le gouvernement du Canada devrait réduire la « bureaucratie » et fournir plus de renseignements en vue du « rapprochement d'entreprises ».

En insistant sur le fait que l'accès limité au financement empêche les jeunes entrepreneurs de participer au commerce international, la Polish Canadian Business and Professional Association of Windsor a indiqué que les communautés ethniques du Canada pourraient mieux s'épanouir si leurs jeunes devenaient entrepreneurs et a encouragé le gouvernement du Canada à établir un programme pour aider les jeunes et les immigrants à « démarrer » leur entreprise. Polish Canadian Business and Professional Association of Windsor a ajouté que ce programme devrait inclure des « stages » et des subventions.

De plus, la Polish Canadian Business and Professional Association of Windsor a indiqué que l'un de ses objectifs consiste à inciter les jeunes à s'instruire et à s'intéresser aux possibilités d'affaires avec la Pologne. De façon particulière, la Polish Canadian Business and Professional Association of Windsor a recommandé « un programme d'échange d'étudiants plus officiel entre le Canada et la Pologne », faisant observer que le gouvernement du Canada devrait « simplifier » les échanges d'étudiants et les programmes de stages pour les jeunes du pays.

B. Connaissances des accords, règles et règlements commerciaux

Les témoins ont parlé de la nécessité de mieux faire connaître les accords, règles et règlements commerciaux. Par exemple, la Canada-Poland Chamber of Commerce a expliqué que les entreprises canadiennes ont besoin d'en savoir plus sur la façon dont l'AECG peut faciliter les exportations vers l'Europe et a ajouté que les PME canadiennes sont dans le noir. Par conséquent, la Canada-Poland Chamber of Commerce a indiqué que le gouvernement du Canada devrait organiser des ateliers d'information sur l'AECG. Dans le même ordre d'idées, la Italian Chamber of Commerce of Ontario a proposé que le gouvernement fournisse aux entreprises « le plus d'informations possible » sur l'AECG.

Canada-Poland Chamber of Commerce a expliqué que la réglementation polonaise sur les importations a grandement changé et que « l'interprétation de certaines lois et règles en Pologne est très discutable, [qu'elle] varie selon la ville dans laquelle [on tente] de faire des affaires ».

Le représentant de Cyclone MFG. inc. a mentionné que, lorsqu'il se renseigne auprès de l'ambassade du Canada à propos de la réglementation étrangère, on le renvoie parfois à des fonctionnaires à Ottawa. Par conséquent, Cyclone MFG. inc. a demandé au gouvernement du Canada de s'assurer que les diplomates sont au fait des nouveaux règlements et disposent de l'information à jour pour répondre aux demandes de renseignements.

Selon la Chambre canadienne allemande de l'industrie et du commerce inc., les sociétés allemandes qui souhaitent s'établir au Canada ne sont pas au courant du régime fiscal canadien et des démarches à faire pour établir une société, ce qui fait que « leur plus grand problème » est lié au système juridique canadien. De plus, la Chambre canadienne allemande de l'industrie et du commerce inc. a encouragé le gouvernement du Canada à tenir des ateliers d'information pour les entreprises du pays qui souhaitent exporter ou investir en Allemagne, en se concentrant sur le droit du commerce et le droit du travail, ainsi que sur les exigences et le coût de l'établissement d'une entreprise.

Federation of Portuguese Canadian Business & Professionals a préconisé un programme qui informerait les entreprises portugaises des règles et règlements régissant l'établissement d'une entreprise au Canada, ainsi que des procédures pour devenir citoyen canadien.

En décrivant les obstacles auxquels se butent certaines sociétés étrangères qui tentent de comprendre les règles et règlements du Canada, notamment à propos de la vente de vin à la Régie des alcools de l'Ontario (la LCBO), la représentante d'Italian Chamber of Commerce of Ontario a expliqué que, comparativement aux grandes entreprises, il est plus difficile pour les PME de « comprendre comment les choses fonctionnent » et que les PME ont besoin de plus d'aide.

La Chambre canadienne allemande de l'industrie et du commerce inc. a indiqué que les normes techniques canadiennes sont des obstacles empêchant les sociétés allemandes d'exporter vers le Canada ou de s'y établir et a ajouté que, de l'avis des entreprises en Allemagne et au Canada, il est très coûteux et très chronophage d'adopter les normes techniques du Canada et de l'Europe, respectivement.

L'EMBAUCHE D'IMMIGRANTS

> **Selon Statistique Canada, d'ici 2036, près d'un Canadien sur deux pourrait être un immigrant ou l'enfant d'un immigrant.**
>
> Remarque : Statistique Canada n'a pas comparu comme témoin dans le cadre de l'étude.

Bon nombre de témoins ont parlé de la difficulté, pour les entreprises canadiennes, d'embaucher des immigrants qualifiés et, pour les immigrants, de trouver un emploi à la hauteur de leurs compétences.

A. Capacité des entreprises à embaucher des travailleurs immigrants qualifiés

Certains témoins ont expliqué les difficultés connues par certaines entreprises canadiennes pour embaucher des travailleurs étrangers. Par exemple, tout en expliquant que la pénurie de main-d'œuvre qualifiée est un « sérieux obstacle » à la prospérité d'une grande partie de ses membres, la Canada-Poland Chamber of Commerce a souligné que les politiques d'immigration du Canada ne répondent pas à la « crise actuelle » de l'accès limité à des travailleurs qualifiés et que les procédures du gouvernement du Canada régissant l'embauche de certains travailleurs étrangers sont coûteuses pour les entreprises du pays.

Pour illustrer la pénurie de main-d'œuvre, la Chambre de commerce Canada-Grande-Bretagne a donné l'exemple d'une entreprise canadienne qui, en raison de « problèmes d'immigration », n'a pu engager un scientifique polonais qui faisait « partie intégrante de la compagnie ». Canada-Poland Chamber of Commerce a donné l'exemple d'un producteur de saucissons polonais qui mène des activités au Canada qui est prêt à verser 15 000 $ à quiconque l'aidera à recruter un boucher qui possède « certaines connaissances culturelles sur la façon dont nous préparons certaines choses ».

Pour aider les entreprises canadiennes à accéder rapidement à des employés anglophones qualifiés et hautement scolarisés, la Canada-Poland Chamber of Commerce a proposé la création d'un programme d'immigration « conçu prudemment » pour les deux millions de Polonais et autres Européens de l'Est qui vivent et travaillent au Royaume-Uni, dont certains sont « préoccupés par leur avenir » en raison de « l'incertitude quant aux négociations en cours sur le Brexit ».

B. Capacité des immigrants à trouver un emploi convenable

Un certain nombre de témoins ont parlé des difficultés auxquelles font face certains immigrants pour trouver, au Canada, un emploi qui correspond à leurs qualifications et à

leurs compétences. Par exemple, pour ce qui est de l'accréditation de professionnels étrangers, la Federation of Portuguese Canadian Business & Professionals affirme que bon nombre d'immigrants au Canada occupent un emploi pour lequel ils sont surqualifiés.

Selon Red Dot Digital, « dans certaines cultures, vous ne regardez pas une personne dans les yeux [mais au Canada] [...], vous risquez de ne pas avoir un emploi tout simplement [pour cette raison] ». Par conséquent, la présence d'immigrants sur le marché du travail est entravée par l'absence de certaines compétences générales. Selon Red Dot Digital, « [i]l devrait y avoir un guide sur les compétences générales » que recherchent les employeurs canadiens, comme la ponctualité, et « [une explication de] ce que c'est que d'être un Canadien ».

En affirmant son soutien au système d'immigration du Canada, la Chambre de commerce Indo-Canada a souligné que le gouvernement du Canada veut accueillir des immigrants qualifiés et qu'il « favorise l'éducation ». La Chambre de commerce Indo-Canada a ajouté que les immigrants s'adaptent à la culture du pays et, après avoir étudié pendant deux ans après leur arrivée et avoir travaillé pendant deux ans avec un permis de travail, ils « ont une bonne connaissance pratique du Canada ». Selon la Chambre de commerce Indo-Canada, après ces quatre années, les immigrants ne peuvent prétendre qu'ils conduisent un taxi parce qu'ils n'ont pu décrocher un emploi à la mesure de leurs compétences. Ces gens ont étudié au Canada; ils se sont adaptés et se sont intégrés.

Federation of Portuguese Canadian Business & Professionals a fait plusieurs suggestions pour aider les professionnels étrangers à se trouver un emploi au Canada à la hauteur de leurs qualifications. Par exemple, la Federation of Portuguese Canadian Business & Professionals a fait remarquer que certaines dispositions de l'AECG pourraient aider les professionnels européens de certains secteurs à travailler au Canada et a réclamé qu'on envisage des moyens d'aider les gens d'autres professions et d'autres secteurs à obtenir un emploi.

De plus, selon la Federation of Portuguese Canadian Business & Professionals, il faudrait faire comprendre à certaines associations professionnelles que, lorsqu'elles retardent l'entrée des immigrants sur le marché du travail, l'économie canadienne en souffre, et leur prouver également « la supériorité de l'enseignement donné dans d'autres pays ». Ces informations amèneraient sans doute les associations professionnelles à reconnaître les compétences des immigrants et à leur accorder l'accréditation nécessaire.

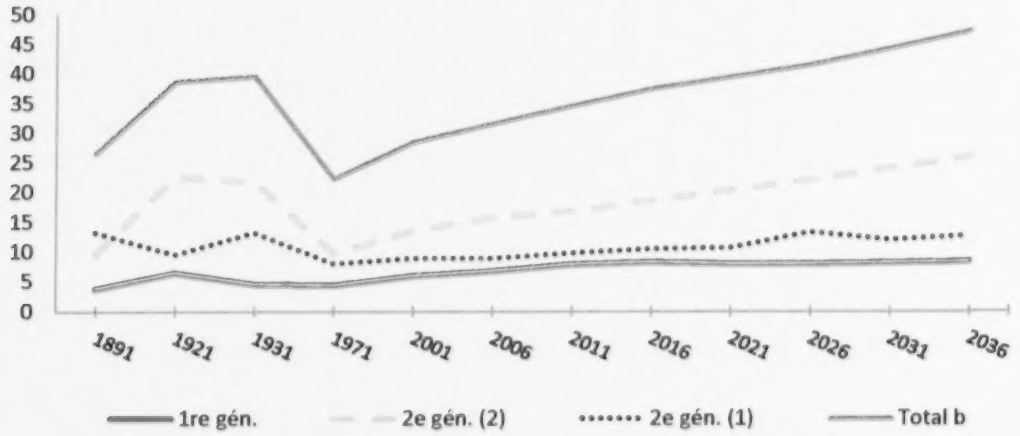
Qui plus est, étant donné que certains étudiants « ont des difficultés quand ils ont étudié à l'université et obtenu des crédits qui ne sont pas reconnus dans d'autres établissements », la Federation of Portuguese Canadian Business & Professionals a recommandé un système

international de crédits d'éducation transférables qui seraient reconnus dans plusieurs établissements scolaires.

CONCLUSION

Outre les peuples autochtones du Canada, le pays est une nation d'immigrants. Les immigrants du Canada, et leurs descendants, ont apporté des contributions positives, notamment économiques, au Canada, et continueront de le faire, notamment en possédant ou en exploitant une entreprise au pays. Entre autres avantages, leurs entreprises vendent, achètent et investissent dans des pays partout dans le monde. Elles créent des emplois et paient de l'impôt et des taxes qui financent une variété de priorités des politiques publiques. Elles développent des produits novateurs qui améliorent la compétitivité des entreprises et répondent aux besoins des consommateurs, tout en contribuant au développement socioéconomique des villes et localités de partout au Canada.

Canadiens de moins de 15 ans issus de l'immigration, par génération, de 1891 à 2036 (en %)



Remarques : Les données de 1891 à 2016 sont des données réelles; les données pour la période de 2021 à 2036 sont des projections. Par « total », on entend le total des enfants issus de l'immigration. Par « 1re génération », on entend les personnes de première génération. Par « 2e génération (1), on entend les personnes de deuxième génération dont l'un des parents est né à l'étranger, et par « 2e génération (2), on entend les personnes de deuxième génération dont les deux parents sont nés à l'étranger. Statistique Canada n'a pas comparu comme témoin dans le cadre de l'étude.

Source : Tableau produit à partir de données tirées de Statistique Canada, *Les enfants issus de l'immigration : un pont entre les cultures*, 25 octobre 2017.

Au Canada, les membres des différentes diasporas entretiennent souvent de solides liens familiaux, économiques et d'autre nature avec leur pays d'origine et leur patrimoine. De l'avis du Comité, le Canada aurait avantage à déployer plus d'efforts pour exploiter ces liens dans le but d'accroître les exportations canadiennes et d'attirer les investissements, créant ainsi un plus grand nombre d'emplois pour les Canadiennes et les Canadiens de toutes les origines.

C'est dans cet esprit que le Comité invite les représentants de tous les organismes fédéraux responsables du commerce, comme Exportation et développement Canada et le Service des délégués commerciaux, à participer aux événements organisés par les chambres de commerce binationales ainsi que par les associations d'entreprises et de professionnels, dans le but de cerner et d'explorer les occasions de stimuler le commerce et l'investissement.

Le Comité espère que les décideurs continueront de reconnaître les contributions que la diversité ethnoculturelle du Canada apporte à l'économie du pays, notamment par l'entremise du commerce international et des activités d'investissement, et qu'ils feront des choix politiques qui aboutiront à des résultats positifs à long terme.

ANNEXE A
LISTE DES TÉMOINS

Organismes et individus	Date	Réunion
Canada-Poland Chamber of Commerce	2017/10/30	84
Wojciech Sniegowski, président		
Cyclone MFG. Inc.		
Andrew Sochaj		
Italian Chamber of Commerce of Ontario		
Tiziana Tedesco, directrice, Service du commerce		
Polish Canadian Business and Professional Association of Windsor		
Anna Barycka, administratrice et présidente du Comité jeunesse		
Red Dot Digital		
Karima-Catherine Goundiam		
La Chambre de commerce Canada-Grande-Bretagne		
Bernadette Terry, présidente-directrice générale		
Canada-Ukraine Chamber of Commerce	2017/11/01	86
Zenon Potoczny, président		
Chambre de commerce Indo-Canada		
Sanjay Brahmbhatt, directeur		
Kanwar Dhanjal, président		
Fédération nationale des associations commerciales et professionnelles italo-canadiennes		
Robert Sacco, président		
Chambre canadienne allemande de l'industrie et du commerce inc.	2017/11/08	88
Thomas Beck, président et chef de la direction		
Farah Jan, directrice des communications		
Alexandre Ratiu, chef de département, Droit		

Organismes et individus	Date	Réunion
Chambre canadienne allemande de l'industrie et du commerce inc.	2017/11/08	88
Renate Sedlmeier, chef de département Soutien aux entreprises Canada		
Federation of Portuguese Canadian Business & Professionals		
Matthew Correia, directeur général		
Michelle Jorge, présidente		
Lucas Pereira, secrétaire		

PROCÈS-VERBAUX

Un exemplaire des *procès-verbaux* pertinents (réunions n^{os} 84, 86, 88, 102 et 103) est déposé.

Respectueusement soumis,

Le président,
L'hon. Mark Eyking, C.P., député

OPINION COMPLÉMENTAIRE
NOUVEAU PARTI DÉMOCRATIQUE DU CANADA

Le NPD remercie les membres du comité, le personnel, les analystes et les témoins qui ont participé à l'étude sur le multiculturalisme et sa contribution aux activités internationales du commerce et des investissements du Canada (*Multiculturalisme et commerce international*).

Le NPD se réjouit de la richesse et de la diversité du Canada et nous sommes fiers de notre unité ainsi que des nombreuses traditions et cultures qui le composent.

Bon nombre de nos collectivités ont été bâties grâce aux contributions, aux traditions et aux pratiques que des gens du monde entier ont apportées avec eux au Canada.

Le NPD doit reconnaître les peuples autochtones vivant au Canada comme les premiers peuples, dont nous avons hérité bien des traditions et qui ont écrit une grande partie de l'histoire du Canada. Le Canada, à commencer par ses premiers habitants, a une fière tradition d'accueil à l'égard des nouveaux-venus. Beaucoup de nos colons ont survécu et prospéré grâce à l'ouverture, la compassion et la générosité des Autochtones; nous devons maintenant reconnaître et honorer de toutes les façons possibles, y compris dans la manière dont nous menons le commerce international. Ce qui rend si solide notre tissu social et économique, c'est notre désir et notre capacité d'accueillir les gens du monde entier. Nous sommes un pays où les gens peuvent venir pour se refaire une vie.

Le NPD a entendu la majorité des témoins qui ont comparu dans le cadre de l'étude déclarer que les groupes et associations d'affaires multiculturels du Canada sont très actifs au sein de leurs communautés culturelles ainsi que de la collectivité en général. Ils offrent à leurs membres bon nombre d'occasions de réseautage et élaborent aussi beaucoup de programmes particuliers à l'intention de leurs plus jeunes membres (y compris les étudiants). Ces programmes peuvent se présenter sous la forme de stages, de bourses d'études et d'échanges internationaux. Le NPD est d'avis qu'il est important de souligner que ces groupes réunissent des fonds et s'autofinancent, et que le Canada pourrait jouer un rôle capital afin de contribuer à ces efforts importants de mobilisation avec leur pays d'origine. Nous voyons cela comme une excellente stratégie de croissance; encourager de jeunes gens à lancer leur propre petite ou moyenne entreprise aide à créer des emplois bien rémunérés, qui sont la pierre angulaire de l'économie de bien des petites collectivités canadiennes.

Le comité a aussi entendu un certain nombre de préoccupations exprimées par les témoins à propos des problèmes qu'ils rencontrent avec les ministères du gouvernement fédéral et leurs programmes. Le comité a été informé que les entreprises font régulièrement face à une pénurie des gens de métier dont ils ont besoin pour l'exploitation de leur entreprise et qu'ils ne reçoivent pas l'aide dont ils ont besoin d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada.

Pour élaborer sur cette question, M. Wojciech Sniegowski, président de la Canada-Poland Chamber of Commerce, a déclaré que des entreprises membres sont mises en péril en raison de leur incapacité à embaucher des ouvriers qualifiés. Il a parlé de l'écart des compétences et affirmé que « [l]a pénurie de main-d'œuvre qualifiée est un sérieux obstacle pour nombre d'entre elles [les entreprises membres]. Bien que les politiques d'immigration du Canada soient théoriquement conçues pour remédier aux pénuries de main-d'œuvre, les programmes existants ne peuvent s'attaquer à la crise actuelle. Des organismes comme le nôtre soulèvent régulièrement ces préoccupations lors de nos discussions avec des fonctionnaires ».

M. Sniegowski a poursuivi ainsi : « [u]n programme d'immigration conçu prudemment permettrait aux entreprises canado-polonaises et canadiennes d'avoir accès en temps opportun à cette main-d'œuvre anglophone qualifiée et hautement scolarisée. La Chambre de commerce Canada-Pologne est prête et disposée à servir de partenaire crédible du gouvernement du Canada pour faciliter une telle initiative ».

Certains témoins ont aussi parlé de la quantité incroyable de paperasse et de casse-têtes administratifs générée par le gouvernement et de leur désir d'éliminer les malentendus apparents entre les ministères fédéraux. Mme Karima-Catherine Goundiam, de Red Dot Digital, a déclaré : « ce que j'attends du gouvernement, c'est moins de bureaucratie et plus de renseignements directs pour ce qui est du rapprochement d'entreprises. Tout ce que j'ai fait sur le plan du commerce international est venu de ma propre initiative. J'ai commis des erreurs et j'ai pavé ma propre voie, ce qui accapare énormément de temps et d'argent ».

Le comité a appris au cours des témoignages l'existence d'un « déséquilibre » des compétences. Beaucoup de gens venant au Canada veulent mettre à profit leurs compétences et leur expérience au bénéfice de leur pays d'accueil, de leur collectivité et de leur famille; la difficulté est de faire reconnaître leurs compétences à leur juste valeur. Trop de professionnels formés à l'étranger sont forcés à travailler à temps partiel, dans des emplois précaires, plutôt que d'utiliser leurs compétences à bon escient au Canada.

Le NPD croit qu'il est important que le gouvernement accélère et simplifie le Programme de reconnaissance des titres de compétences étrangers et finance adéquatement les organismes professionnels dans le but d'élaborer des normes harmonisées et d'établir un guichet unique en matière de reconnaissance des titres de compétences. Le gouvernement doit aussi sensibiliser les immigrants potentiels à la recherche d'emploi en organisant davantage de séances d'orientation, en offrant un financement fédéral à l'alphabétisation et à la formation linguistique, et en soutenant le travail des nombreux organismes professionnels pouvant assurer la transition des compétences et un mentorat en affaires au sein de nos collectivités.